



**ARVERNE**  
CONSEIL

**Eric CUIPIF**

*Diplômé d'Expertise-comptable  
Commissaire aux comptes*

**Geoffroy GLAZIOU**

*Diplômé d'Expertise comptable  
Commissaire aux comptes*

**Eric MAS**

*Diplômé d'Expertise comptable  
Commissaire aux comptes*



## **CENTRE JEAN PERRIN**

58 rue Montalembert  
63011 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

#### **ARVERNE CONSEIL**

S.A.R.L. au capital de 283 150 Euros  
17 rue de Sarliève – Le Triangle  
63800 COURNON D'AUVERGNE

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A l'attention des membres du CENTRE JEAN PERRIN,

## Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CENTRE JEAN PERRIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Centre à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

---

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons notamment :

- vérifié le caractère approprié des méthodes et hypothèses retenues pour le traitement comptable des « provisions réglementées », des « provisions pour risques et charges » et des « produits constatés d'avance ».
- et validé les écritures correspondantes ainsi que l'information fournie en annexe à ce sujet.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Direction du Centre et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Centre à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Centre ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la Direction du Centre.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Centre.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

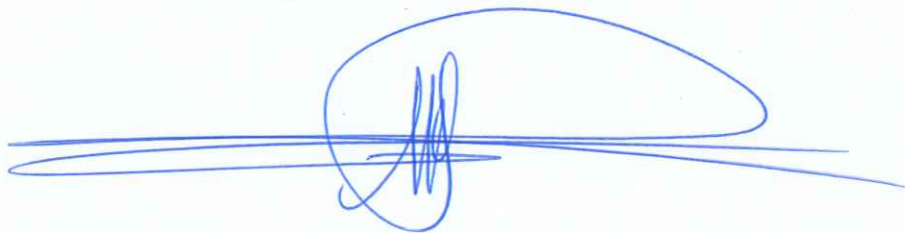
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Centre à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cournon d'Auvergne, le 17 juin 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



**SARL ARVERNE CONSEIL**  
*représentée par Eric MAS*

# BILAN (actif)

ACTIF		2024			2023
		Brut	Amortissements et dépréciations (signe positif)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 007 371,42	7 936 900,67	1 070 470,75	937 811,94
	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Frais d'études et de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Contributions aux investissements communs des GHT	0,00	0,00	0,00	0,00
	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	9 007 371,42	7 936 900,67	1 070 470,75	937 811,94
	Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	137 358 924,35	89 835 763,47	47 523 160,88	46 510 570,97
	Terrains	1 220 663,00	0,00	1 220 663,00	1 004 598,00
	Constructions	74 958 770,00	48 296 248,18	26 662 521,82	27 817 105,93
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	52 039 648,50	35 547 156,09	16 492 492,41	15 807 673,55
	Autres immobilisations corporelles	6 727 951,04	5 700 632,77	1 027 318,27	1 074 352,79
	Immobilisations corporelles en cours	2 120 165,38	0,00	2 120 165,38	806 840,70
	Immobilisations reçues en affectation	291 726,43	291 726,43	0,00	0,00
	Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 695 400,75	0,00	3 695 400,75	3 851 311,75
	Participations et créances rattachées à des participations	17 900,00	0,00	17 900,00	17 900,00
	Autres titres immobilisés	211 191,00	0,00	211 191,00	206 522,00
	Prêts	2 165 728,06	0,00	2 165 728,06	2 066 308,06
	Autres	1 300 581,69	0,00	1 300 581,69	1 560 581,69
	COMPTE DE LIAISON INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL I	150 061 696,52	97 772 664,14	52 289 032,38	51 299 694,66
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS	5 069 045,43	0,00	5 069 045,43	3 967 214,32
	Matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres approvisionnements	5 069 045,43	0,00	5 069 045,43	3 967 214,32
	En cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
	Produits	0,00	0,00	0,00	0,00
	Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
	CREANCES D'EXPLOITATION	24 325 952,54	297 445,00	24 028 507,54	27 935 054,10
	Hospitalisés et consultants	49 188,22	0,00	49 188,22	43 244,10
	Caisse pivot	16 873 130,82	0,00	16 873 130,82	19 377 611,04
	Autres tiers-payants	4 842 377,56	205 000,00	4 637 377,56	3 789 369,10
	Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres	2 561 255,94	92 445,00	2 468 810,94	4 724 829,86
	CREANCES DIVERSES	2 968 707,91	82 800,00	2 885 907,91	293 395,43
	COMPTE DE LIAISON FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 450 000,00	0,00	2 450 000,00	2 500 000,00
	DISPONIBILITES	6 326 228,96	0,00	6 326 228,96	7 307 136,71
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	996 772,44	0,00	996 772,44	835 559,35
	COMPTE DE LIAISON TRESORERIE	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL II	42 136 707,28	380 245,00	41 756 462,28	42 838 359,91
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses à classer ou à régulariser	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dotations attendues	0,00	0,00	0,00	0,00
	Ecart de conversion d'actif	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL III	0,00	X	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		192 198 403,80	98 152 909,14	94 045 494,66	94 138 054,57

SourceANCRE

	2024	2023
Taux de vétusté des équipements	70,19%	70,07%
Taux de vétusté des batiments	64,43%	62,14%

SourceANCRE

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



# BILAN (passif)

	PASSIF	2024	2023
CAPITAUX PROPRES	APPORTS et FONDS ASSOCIATIFS	14 184 469,06	14 043 811,05
	RESERVES	.	.
	Excédent affecté à l'investissement	1 962 186,18	1 962 186,18
	Réserve de trésorerie	2 213 146,31	2 213 146,31
	Réserves de compensation	0,00	0,00
	Autres réserves	0,00	0,00
	REPORT A NOUVEAU	.	.
	Report à nouveau excédentaire	5 395 439,54	4 085 346,27
	Report à nouveau déficitaire	0,00	0,00
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	857 849,45	1 310 093,27
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 948 322,59	4 357 952,20
	PROVISIONS REGLEMENTEES	10 159 249,26	11 183 497,91
	DROIT DE L'AFFECTANT	0,00	0,00
	COMPTE DE LIAISON INVESTISSEMENT	0,00	0,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	FONDS DEDIES	0,00	0,00
	TOTAL I	39 720 662,39	39 156 033,19
	PROVISIONS POUR RISQUES	2 026 884,00	1 851 364,50
	PROVISIONS POUR CHARGES	79 309,43	109 969,60
DETTES	TOTAL II	2 106 193,43	1 961 334,10
	DETTES FINANCIERES	16 702 099,94	19 071 105,65
	Emprunts obligataires	0,00	0,00
	Emprunts auprès des établissements de crédit	16 640 616,29	19 003 793,37
	Emprunts et dettes financières divers	61 483,65	67 312,28
	Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
	DETTES D'EXPLOITATION	23 652 841,91	23 394 107,11
	Avances reçues	1 684 398,47	1 615 382,72
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 643 172,85	10 941 782,57
	Dettes fiscales et sociales	11 325 270,59	10 836 941,82
	DETTES DIVERSES	11 863 696,99	10 555 474,52
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 305 712,00	1 622 489,29
	Fonds déposés par les hospitalisés et hébergés	0,00	0,00
	Autres	7 350 281,88	6 719 155,86
	Produits constatés d'avance	2 207 703,11	2 213 829,37
	COMPTE DE LIAISON FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
	COMPTE DE LIAISON TRESORERIE	0,00	0,00
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL III	52 218 638,84	53 020 687,28
	Recettes à classer ou à régulariser -crédit	0,00	0,00
	Ecart de conversion passif	0,00	0,00
	TOTAL IV	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		94 045 494,66	94 138 054,57
	Capitaux permanents	58 528 955,76	60 188 472,94
	Encours de la dette	16 702 099,94	19 071 105,65

SourceANCRE

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

**Compte de résultat de l'établissement (toute activité confondue)**

	Comptes (somme des comptes de tous les CRP)	2024	2023	Ecart en %
Ventes de marchandises	707	1 080 407,82	774 985,29	39,41%
Production vendue	SC 70 sauf 707 - SD 709	2 213 343,85	2 111 247,25	4,84%
Production stockée	+ SC 713 ou - SD 713	-	-	
Production immobilisée	72	-	-	
Produits de l'activité	73	131 875 252,66	124 226 260,88	6,16%
Produits sur exercice antérieurs à la charge de l'assurance maladie	7722			
Produits Bruts d'exploitation		135 169 004,33	127 112 493,42	6,34%
Subventions d'exploitation et participations	74	1 243 952,00	1 149 008,07	8,26%
dont FIR	7471	1 241 947,00	1 146 299,07	8,34%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	781	1 683 632,67	2 087 387,16	-19,34%
Transferts de charges d'exploitation	791			
Autres produits de gestion courante	75	4 990 322,77	3 394 740,49	47,00%
<b>Produits d'exploitation (hors 7722)</b>		<b>143 086 911,77</b>	<b>133 743 629,14</b>	<b>6,99%</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (yc 7722) : TOTAL I</b>		<b>143 086 911,77</b>	<b>133 743 629,14</b>	<b>6,99%</b>
Achats de marchandises	SD 607 - SC 6097			
- variation de stock	+ SD 6037 ou - SC 6037			
Achats de matières premières et fournitures	SD 601 - SC 6091			
- variation de stocks	+ SD 6031 ou - SC 6031			
Achats d'autres approvisionnements	SD 602 - SC 6092	54 614 372,67	46 506 286,40	17,43%
- variation de stock	+ SD 6032 ou - SC 6032	-1 101 831,11	447 838,66	-346,03%
Achats non stockés de matières et fournitures	SD 606 - SC 6096	2 573 120,02	4 126 189,41	-37,64%
Services extérieurs et autres	SD 61 - SC 619; SD 62 - SC 629	16 200 291,06	13 992 952,26	15,77%
Dont personnel extérieur à l'établissement	621	3 240 409,52	3 091 601,00	4,81%
Consommations intermédiaires		69 045 543,12	61 981 665,73	11,40%
Impôts, taxes et versements assimilés - sur rémunérations	SD 631 - SC 6319, SD 633 - SC 6339	5 999 019,46	5 566 482,38	7,77%
Impôts, taxes et versements assimilés - autres	635, 637	0,00	2 003,00	-100,00%
Charges de personnel - rémunérations et autres charges de personnel	SD 641 - SC 6419, SD 642 - SC 6429, SD 648 - SC 6489, - SC 649	40 525 681,46	38 114 269,79	6,33%
Charges de personnel - charges sociales	SD 645 - SC 64519 - SC 64529, SD 647 - SC 64719 - SC 64729	15 404 172,70	14 650 193,81	5,15%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - sur immobilisations : dotations aux amortissements et dépréciations	6811, 6816	8 024 926,27	8 046 128,74	-0,26%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - sur actif circulant : dotations aux dépréciations	6817	297 445,00	165 441,00	79,79%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - pour risques et charges : dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	6812, 6815	1 519 592,00	1 099 640,00	38,19%
Autres charges de gestion courante	65	395 917,93	358 608,37	10,40%
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>		<b>144 452 707,46</b>	<b>133 076 033,82</b>	<b>8,55%</b>
Excédent Brut d'Exploitation		2 198 130,07	4 855 285,78	-54,73%
Remboursements de frais par les CRA	7087			
Produits courants de fonctionnement	70 à 75 + 7722	141 403 279,10	131 656 241,98	7,40%
Dont produits de l'activité	73, 7471 + 7722	133 117 199,66	125 372 559,95	6,18%
Charges nettes courantes de fonctionnement	60 à 65 (débits nets des crédits)	134 610 744,19	123 764 824,08	8,76%
Dont charges nettes de personnel	621, 631, 633 et 64 (débits nets des crédits)	65 169 283,14	61 422 546,98	6,10%
Marge brute		6 792 534,91	7 891 417,90	-13,93%
Marge brute hors aides financières		6 792 534,91	7 891 417,90	-13,93%
Taux de marge brute		4,80%	5,99%	-19,86%
Taux de marge brute (hors aides financières)		4,80%	5,99%	-19,86%
Taux de marge brute retraité des 6xx		4,80%	5,58%	-13,93%
Taux de marge brute retraité des 6xx (hors aides financières)		4,80%	5,58%	-13,93%
Résultat		-1 365 795,69	667 595,32	-304,58%
<b>Résultat d'exploitation hors 7722</b>		<b>-1 365 795,69</b>	<b>667 595,32</b>	<b>-304,58%</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>-1 365 795,69</b>	<b>667 595,32</b>	<b>-304,58%</b>

Source ANCRE

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



	Comptes (somme des comptes de tous les CRP)	2024	2023	Ecart en %
De participations et des immobilisations financières	761, 762, 763	-	-	
Revenus des VMP, escomptes obtenus et autres produits financiers	764, 765, 768	544 858,75	373 797,36	45,76%
Reprises sur provisions	786	-	-	
Transferts de charges financières	796	-	-	
Gains de change	766	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	767	-	-	
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>		<b>544 858,75</b>	<b>373 797,36</b>	<b>45,76%</b>
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	686	-	-	
Intérêts et charges assimilées	661, 665, 668	660 821,87	719 093,51	-8,10%
Pertes de change	666	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	667	-	-	
<b>CHARGES FINANCIERES TOTAL IV</b>		<b>660 821,87</b>	<b>719 093,51</b>	<b>-8,10%</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>-115 963,12</b>	<b>-345 296,15</b>	<b>-66,42%</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)</b>		<b>-1 481 758,81</b>	<b>322 299,17</b>	<b>-559,75%</b>
Sur opérations de gestion - exercice courant	771, 778	439 390,81	296 005,09	48,44%
Sur opérations de gestion - exercices antérieurs	772, 773	-	-	
Produits sur exercice antérieurs à la charge de l'assurance maladie	dont 7722	-	-	
Sur opérations en capital	775, 777	935 521,62	874 532,19	6,97%
Reprises sur provisions et dépréciations - reprises sur les provisions réglementées	7874	1 024 248,65	954 309,16	7,33%
Reprises sur provisions et dépréciations - reprises sur les provisions exceptionnelles	7875	-	-	
Reprises sur provisions et dépréciations - reprises sur les dépréciations exceptionnelles	7876	-	-	
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	789	-	-	
Transfert de charges exceptionnelles	797	-	-	
<b>Produits exceptionnels (yc 7722)</b>		<b>2 399 161,08</b>	<b>2 124 846,44</b>	<b>12,91%</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (hors 7722) TOTAL V</b>		<b>2 399 161,08</b>	<b>2 124 846,44</b>	<b>12,91%</b>
Sur opérations de gestion - exercice courant	671, 678	-	-	
Sur opérations de gestion - exercices antérieurs	672, 673	-	-	
Sur opérations en capital	675	22 766,82	119 584,34	-80,96%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - dotations aux provisions réglementées	6874	-	1 000 000,00	-100,00%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - dotations aux provisions exceptionnelles	6875	-	-	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - dotations aux amortissements et dépréciations exceptionnels	6871, 6876	-	-	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	689	-	-	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>		<b>22 766,82</b>	<b>1 119 584,34</b>	<b>-97,97%</b>
<b>Résultat exceptionnel (yc 7722)</b>		<b>2 376 394,26</b>	<b>1 005 262,10</b>	<b>136,40%</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (hors 7722) (V-VI)</b>		<b>2 376 394,26</b>	<b>1 005 262,10</b>	<b>136,40%</b>
Impôt sur les bénéfices et assimilés (VI)	69	36 786,00	17 468,00	110,59%
<b>5 - TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>		<b>146 030 931,60</b>	<b>136 242 272,94</b>	<b>7,18%</b>
<b>6 - TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)</b>		<b>145 173 082,15</b>	<b>134 932 179,67</b>	<b>7,59%</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6)</b>		<b>857 849,45</b>	<b>1 310 093,27</b>	<b>-34,52%</b>
Résultat global/Total produits		0,59%	0,96%	-38,91%

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

SourceANCRE

# ANNEXE au bilan et au compte de résultat 2024

630000479  
CENTRE REGIONAL JEAN PERRIN



## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'article 24 du décret n°85.295 du 1<sup>er</sup> mars 1985, modifié par le décret du 28 décembre 1988, prévoit que les comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique (auxquelles l'article 27 de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1984 et l'article 22 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1985 font obligation d'établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe) sont établis selon les principes et méthodes comptables définis au Code de Commerce et dans les textes pris pour son application.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024. Il a une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 94.045.494,66 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 146.030.931,60 € et un total de charges de 145.173.082,15 €, dégageant ainsi un résultat bénéficiaire de +857.849,45 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement n'a été apporté dans les méthodes de comptabilisation et de présentation sur l'exercice 2024.

### Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

	Mode d'amortissement	Durée	Observations
Bâtiment	Linéaire	25 ans	Les constructions antérieures au 01/01/2006 sont amorties de 10 à 50 ans
Matériel	Linéaire	5 à 10 ans	
Matériel biomédical	Linéaire	3 à 18 ans	
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans	
Outils	Linéaire	5 à 8 ans	
Automobiles et matériel roulant	Linéaire	4 à 5 ans	
Mobilier	Linéaire	8 ans	
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 8 ans	
Agencements et installations	Linéaire		Durée variable suivant le corps de métier
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans	

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

Au 31/12/2024, le poste immobilisations brutes s'élève à 150.061.696,52€, et le montant des amortissements - dépréciations est de 97.772.664,14€.

Le poste immobilisations nettes s'élève donc à 52.289.032,38€ pour un montant de 51.299.694,66€ au 31/12/2023.

### Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.



Le montant des stocks s'élève à 5.069.045,43 € au 31/12/2024 versus 3.967.214,32 € au 31/12/2023. La hausse correspond essentiellement aux produits pharmaceutiques.

#### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Au 31/12/2024, les provisions sur créances irrécouvrables et créances diverses s'élèvent à 380.245 € versus à 391.700 € au 31/12/2023.

#### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale. La trésorerie s'élève à 8.776.228,96 € au 31/12/2024 versus 9.807.136,71 € au 31/12/2023.

#### Provisions Réglementées pour renouvellement des immobilisations

Selon l'avenant Plan Hôpital 2012 au CPOM, les crédits Hôpital 2012 doivent faire l'objet d'une constitution de provisions dans la comptabilité de l'établissement, sur un compte approprié (compte 68742 et compte 142 « provisions réglementées » pour les établissements publics de santé et les PSPH), tant que les projets ne sont pas amortis.

Une provision est donc constituée à cet effet depuis 2008.

Les crédits obtenus fléchés sur des projets spécifiques pour le financement des surcoûts de titre 4 d'investissements (bâtiment énergie, ORPI-Hôpital 2007, chaufferie, scanner, Hôpital 2012, Hôpital Numérique...) ont été enregistrés en provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations et font l'objet d'une reprise au fur et à mesure de la mise en service des investissements ainsi financés. En 2023, le Centre Jean Perrin a reçu une aide régionale d'investissements des équipements biomédicaux de 1.000.000€.

En 2024, le Centre Jean Perrin a également reçu une aide régionale d'investissements des équipements biomédicaux de 1.000.000€, avec instruction de la comptabiliser en subvention d'investissements (et donc non pas en provisions réglementées).

Le montant des provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations inscrites au bilan 2024 s'élève à 10.159.249,26 € versus 11.183.497,91 € au 31/12/2023.

#### Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31/12/2024 à 2.106.193,43 €, soit :

• des provisions pour risques (litiges sociaux, patients,...) .....	2.026 K€
• des provisions pour charges de : .....	80 K€
<i>(crédits perçus les années précédentes, non encore consommés et antérieurs à la mise en place des fonds dédiés et des produits constatés d'avance)</i>	

Les provisions pour risques et charges s'élevaient au 31/12/2023 à 1.961.334,10€.

#### Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 2.207.703,11 € au 31/12/2024 dont

• des financements MIGAC et FIR et autres dotations A.R.S. ....	491.052€
• des financements par projets (recherche et autres selon fiche DGOS n°17) .....	1.706.054€
• des financements divers .....	10.597€

Les produits constatés d'avance s'élevaient à 2.213.829,37€ au 31/12/2023.

#### Méthode utilisée pour la reconnaissance des produits de l'activité hospitalière

Au 31/12/2024, les recettes de l'activité hospitalière s'élèvent à 133.117.199,66€, soit :

• les recettes de Titre 1 s'élèvent à .....	127.856.331,25€
➔ activité .....	77.897.038,79€
➔ molécules onéreuses et dispositifs médicaux implantables .....	39.597.019,09€



✦ les transports article 80 pour les patients inter hospitaliers.....	748.754,60€
✦ le forfait IFAQ .....	680.312,00€
✦ dotations MIGAC et FIR .....	8.933.206,77€

● les recettes de Titre 2, s'élèvent à ..... 5.260.868,41 €

Les recettes d'activité de titre 1 sont issues de la déclaration mensuelle d'activité établie par le Centre Jean PERRIN sur la plateforme e-pmsi pour l'hospitalisation et de la facturation à l'Assurance Maladie dans le cadre de FIDES externe.

A ces recettes s'ajoutent les dotations MIGAC, FIR et IFAQ notifiées par l'Agence Régionale de Santé, variation produits constatés d'avance inclus ainsi que le forfait IFAQ.

Les recettes de titre 2 proviennent du logiciel de facturation hospitalière « HOPITAL MANAGER » de l'éditeur « SOFTWAY MEDICAL ».

Au 31/12/2023, les recettes de l'activité hospitalière s'élevaient à 125.372.559,95€.

### ✦ Accord d'intéressement

Un accord d'intéressement collectif du personnel avait été signé le 11 juin 2020 pour une durée de 3 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022. Il a été renouvelé le 27 juin 2023 pour l'année 2023. Un nouvel accord a été signé le 25 juin 2024.

Aux termes de l'article 4.3 de l'accord d'intéressement, la formule de calcul de la prime collective d'intéressement (forfait social inclus) est la suivante :

**Base de calcul** = marge brute d'exploitation (MBE) – charge de la dette (CD)– dépenses d'immobilisations courantes réelles (ICR).

**Assiette de la prime** = le calcul de l'assiette de la prime collective d'intéressement se fait par comparaison entre la base de calcul précédemment définie et le seuil de déclenchement fixé à 1,5 millions d'euros

**Calcul de l'assiette de la prime collective d'intéressement** se fait par application d'un taux par tranche à l'excédent de MBE - CD – ICR

- 13% sur la totalité de la base de calcul jusqu'à 2 millions d'euros si le seuil de déclenchement est atteint
- 23% sur la tranche de la base de calcul supérieure à 2 millions d'euros.

**La prime d'intéressement forfait social inclus** = taux par tranche X assiette de la prime

Pour 2024, les données chiffrées sont les suivantes :

● Produits d'exploitation 70 à 75 .....	141.403.279€
● Charges d'exploitation comptes 60 à 65 .....	<u>-134.610.744€</u>
● Marge brute (MBE).....	6.792.535€
● Annuité de remboursement d'emprunt .....	-2.363.177€
● Charges d'intérêts de l'année.....	- 660.780€
● Dépenses d'immobilisations courantes réelles (ICR) .....	-3.386.156€
<b>=&gt; Soit un sous-total à ce stade de .....</b>	<b>382.421€</b>

Le seuil de déclenchement de 1,5 millions d'euros n'étant pas atteint, en conséquence, l'intéressement ne trouve donc pas à s'appliquer sur l'année 2024.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

## FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

### 12. Gouvernance

#### Composition du Conseil d'Administration

En 2024, le Conseil d'Administration du Centre Jean PERRIN s'est réuni à 3 reprises les 05 février, 25 juin et 16 décembre.

Au cours de cet exercice, les membres du Conseil d'Administration ont été fixés par arrêtés suivants :

- arrêté n°2023-17-0491 du 27 octobre 2023
- arrêté n°2024-17-0193 du 21 juin 2024

#### ● **Membres délibératifs :**

- Président du Conseil d'Administration : Monsieur le Préfet du Puy de Dôme, Monsieur Joël MATHURIN ;
- Doyen de la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand : M. le Pr P. CLAVELOU ;
- Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand, Mme Valérie DURAND ROCHE,
- Personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer : M. le Pr. Franck CHAUVIN ;
- Représentant du Conseil Economique Social et Environnemental Régional : Monsieur Marc AUBRY ; (à compter de l'arrêté de 2024)
- Personnalités qualifiées :
  - Mr Olivier BIANCHI, Maire de Clermont-Ferrand
  - M. le Dr. Gilbert LHOSTE ;
  - M. Henry DOCHER, Président Honoraire du Tribunal de Commerce ;
  - Membre à désigner
- Représentants des usagers :
  - Mme Marie-Thérèse PASCUTTINI, Représentante de la Ligue contre le cancer de l'Allier ;
  - M. le Pr. Jacques DAUPLAT, Représentant de la Ligue contre le cancer du Puy de Dôme ;
- Représentants des personnels désignés par la Conférence Médicale d'Etablissement :
  - M. le Dr Nathanaël EISENMANN, Praticien hospitalier,
  - Mme le Dr Pascale DUBRAY-LONGERAS, Praticien hospitalier ;
- Représentants des personnels désignés par le Comité d'Entreprise :
  - Mme Véronique DEDIEU,
  - Mme Chrystèle MARC-LEBOEUF,

#### ● **Membres consultatifs :**

- Mme la Pre Frédérique PENAULT-LLORCA, Directrice Générale du Centre Jean PERRIN ;
- M. Grégory DOLE Délégué Départemental Puy-de-Dôme de l'Agence Régionale de Santé.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

#### Charte de gouvernance :

Une charte a été établie par la Direction et présentée au Conseil d'Administration. Son objectif est de définir et de décrire les modalités de la gouvernance appliquée dans l'établissement et de répondre aux attendus des chapitres relatifs à la Gouvernance des accréditations OECl et certification HAS.



### 13. OECI

L'OECI est un organisme européen spécialisé en cancérologie, alors que l'HAS est une institution nationale généraliste dans le champ de la santé.

L'OECI a établi un ensemble très précis de critères d'excellence et d'innovation dans la prévention, le diagnostic et le traitement du cancer ainsi que dans tous les domaines transdisciplinaires de la recherche clinique et translationnelle.

Le CJP a adhéré à l'OECI dès 2014, mais c'est en 2023 que l'Etablissement s'est engagé dans démarche qualité sécurité accréditée OECI avec 3 enjeux :

- L'excellence : Le centre souhaite une prise en charge d'excellence pour les usagers en lien avec une qualité de vie au travail pour les professionnels ;
- La reconnaissance : Le point de vue extérieur des auditeurs de l'OECI va permettre de faire levier pour mettre en place la nouvelle feuille de route liant les 3 activités soins, formation/enseignement et recherche ;
- Le réseau : L'obtention d'une accréditation Européenne du centre permettra de s'inscrire dans la démarche CRANE (réseau européen des Comprehensive Cancer Centers soutenue par Unicancer et l'INCa.

Les étapes de l'accréditation OECI s'articulent ainsi :

- L'autoévaluation en décembre 2023
- La visite des auditeurs en mars 2024 (6 auditeurs pendant 3 jours) le pré-rapport a été reçu en juin 2024 ; il a donné lieu à la rédaction d'un plan d'actions d'amélioration,
- Le rapport de l'OECI du mois d'octobre 2024 a identifié 4 priorités à gérer avant d'obtenir la certification. Ce rapport a été présenté aux instances du Centre.
- L'établissement travaille sur ces axes prioritaires qui devraient permettre d'obtenir une accréditation en octobre 2025.

### 14. Investissements

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

L'année 2024 est marquée par l'avancement du nouveau projet immobilier du Centre Jean Perrin avec les études produites par le programmiste, cabinet EMBASE et les échanges avec l'Agence Régionale de Santé sur le dossier (les volets RSE 1 et 2 ont été validés par la Tutelle). Les différentes étapes ont été présentées aux Conseil d'Administration de l'année 2024 et début 2025. Le volet 3 est à déposer sur 2025.

Le Centre Jean PERRIN poursuit sa politique d'investissement avec un montant en forte augmentation en 2024 à 9,2 M€ d'immobilisations versus les 6,9M€. Ces investissements ont été financés sans recours à de nouveaux emprunts.

Les opérations majeures de 2024 concernent :

- Le renouvellement du TEP 2017 par un **TEP numérique** pour la performance de la prise en charge patient et la qualité du diagnostic ainsi que la rénovation hôtelière des salles d'attente.
- La location et installation dans la salle n°6 du bloc opératoire **d'un robot chirurgical** de quatrième génération du système Da Vinci Xi Dual de la société Intuitive en fin d'année 2024.

Deux projets initialement prévus sur 2024 ont dû être reportés :

- Report du projet suite à la défection en fin de conception de l'architecte mandataire titulaire d'une mission complète de maîtrise d'œuvre (conception et d'exécution) pour **la réalisation du bâtiment d'hébergement du scanner interventionnel**. L'architecte a souhaité en fin de conception arrêter sa mission. Il a donc été nécessaire de lancer un appel d'offres pour trouver un nouvel architecte, qui acceptera de reprendre les études et missions de ce projet. La conception devrait pouvoir intervenir courant 2025 pour une mise en service en 2026. Il s'agit d'une opération très complexe techniquement avec des fondations arrimées au sous-sol se posant sur un service de médecine nucléaire, elle a pris 2 ans de retard.



- Report et révision du projet de **remplacement de l'accélérateur Clinac IX** par un accélérateur HALCYON suite aux orientations de la réforme en cours sur le financement de la radiothérapie. Cette acquisition est programmée sur 2025.

Dans le cadre du Ségur de la Santé, le Centre Jean PERRIN a bénéficié de dotations intégrées dans le Plan de relance et de résilience (PNRR), financées par l'Union Européenne – NextGenerationEU. Au titre de 2024, le financement des investissements du quotidien s'élève à 233.000€. Il permet le renouvellement du parc de pompes à perfusion.

L'ARS a également notifié au Centre Jean Perrin en fin d'année 2023 une dotation d'aide à l'investissement (comptabilisée en provisions réglementée) de 1.000.000€ pour les équipements biomédicaux. Elle a été utilisée sur 2024, affectée principalement au financement de la rénovation de la ZAC de l'UPCO et de l'acquisition d'une enceinte blindée en radiopharmacie.

L'ARS a également notifié au Centre Jean Perrin en fin d'année 2024 une subvention d'investissements (comptabilisée comme telle) de 1.000.000€ pour les équipements biomédicaux, qui sera utilisée sur 2025.

## 15. Dossiers d'autorisations

Suite à la réforme des autorisations de soins et équipements matériels lourds et la parution du nouveau Schéma Régional de Santé, le Centre Jean Perrin a déposé avec succès plusieurs dossiers d'activité de soins sur 2024 :

- Médecine, décision DG A.R.S. du 14/12/2024,
- Radio diagnostic, décision DG A.R.S. du 18/12/2024,
- Réanimation - Soins Critiques, décision DG A.R.S. du 24/12/2024,
- Chirurgie non carcinologique, décision DG A.R.S. du 9/05/2025,
- Examen des caractéristiques génétiques, dossier transmis le 06/12/24, en attente du retour de la Tutelle.

## 16. Nouvelle organisation des dons et mécénat

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

La gestion des dons est désormais sous la responsabilité de la Direction de la Communication qui a ouvert le 15 octobre 2024 le service Relations Donateurs.

Un discours de cause ainsi qu'un Plan Stratégique de développement des dons et mécénat ont été établis avec le cabinet ALTERIADE sur le modèle des autres CLCC en tenant compte des caractéristiques du territoire d'implantation.

## 17. CLIP<sup>2</sup>

En recherche clinique, le dossier présenté par le Centre Léon Bérard en partenariat avec le Centre Jean Perrin a obtenu la labellisation CLIP<sup>2</sup> 2024-2029 (Centre labellisé de phase précoce).

Les CLIP<sup>2</sup> ont pour objectifs de :

- faciliter l'accès aux nouveaux médicaments pour les patients,
- donner le droit de participer à des appels d'offres spécifiques,
- renforcer la visibilité et l'attractivité de la recherche clinique,
- améliorer la qualité des essais cliniques,
- valoriser la recherche clinique académique,
- proposer des essais cliniques de phase précoce aux patients.

C'est également faire partie d'un réseau national avec 17 centres en France.

## **CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT DE COMPARER D'UN EXERCICE SUR L'AUTRE CERTAINS POSTES**

Confer PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### **EVOLUTION PREVISIBLE**

La fin de l'année 2024 et le début de 2025 ont été marqués par un contexte politique et économique incertain. En 2025, l'inflation semble ralentir et être inférieure à celle connue en 2023 et 2024, mais elle reste présente. Etant donné la progression des charges et l'intégration de la chirurgie robotique fin 2024, des efforts d'économie et de maîtrise des équilibres budgétaires doivent être mis en place afin de contenir les dépenses de l'établissement.

2025 marque le début du programme immobilier du Centre Jean Perrin avec le démarrage des études du nouveau bâtiment de logistique hospitalière.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

### **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

La recherche du Centre Jean PERRIN est structurée autour de la Section Innovation Recherche et Enseignement (S.I.R.E.), qui comprend une dizaine d'ETP médicaux et une trentaine d'ETP non médicaux. Elle s'articule autour de 3 unités fonctionnelles :

- la recherche fondamentale et translationnelle coordonnée par Mme la Professeure Frédérique PENAULT-LLORCA : concerne les travaux précliniques portant essentiellement sur les thématiques de cancer du sein triple négatifs et le développement de radiopharmaceutiques. Intègre également le laboratoire d'oncogénétique, dont la thématique de recherche vise à explorer de nouveaux risques héréditaires de cancer et leur prise en charge (ancienne activité du CBRV, qui est réintégrée dans la recherche fondamentale et translationnelle).
- la recherche clinique coordonnée par le M. le Pr Xavier DURANDO : assure l'investigation et, pour certains, la promotion des essais cliniques réalisés au Centre Jean PERRIN
- l'enseignement et la formation coordonnés par M. le Pr Xavier DURANDO : répertorie le volume et les thématiques d'enseignement réalisés par les personnels du Centre Jean Perrin.

La S.I.R.E. coordonne ces 3 unités fonctionnelles en lien avec l'UMR INSERM IMOST 1240, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017, puis à nouveau labélisée le 1<sup>er</sup> Janvier 2021. L'administration de la SIRE est assurée par le Directeur Scientifique, le Pr Florent CACHIN. Les questions stratégiques ordinaires sont abordées au besoin lors des réunions hebdomadaires du Comité de Direction regroupant la Direction Générale, la Direction Générale Adjointe, la Direction des Affaires Médicales, la Direction Financière et la Direction des Ressources Humaines. Les grandes orientations stratégiques sont discutées lors d'une réunion annuelle incluant les responsables universitaires et hospitaliers de tous les services du Centre Jean PERRIN, les directeurs des équipes labélisées affiliées au Centre Jean PERRIN ainsi que la Direction du Centre Jean PERRIN. Un rapport écrit d'activité scientifique est produit chaque année. Un conseil scientifique international (CSI) est réuni tous les quatre ans : son rôle est d'évaluer les choix stratégiques et la production scientifique de l'établissement. Le CSI émet un rapport et propose des orientations scientifiques. Un Conseil Scientifique commun avec IMOST s'est tenu en le 24 septembre 2024. Le Centre Jean Perrin a aussi fait l'objet d'une évaluation internationale par l'Organisation des instituts européens du cancer (OEI) du 5 au 6 mars 2024. Dans les deux cas, l'excellence et la qualité de la production scientifique ont été soulignées. L'OEI s'est particulièrement intéressé à la manière dont la recherche est structurée au niveau du site clermontois, en particulier les relations INSERM/CJP. Quatre autres champs hors recherche sont à améliorer avant une labélisation OEI très probable fin 2025

Les équipes travaillent sur les thématiques suivantes :

- cibles et outils pour l'imagerie et la thérapie (mélanome, cartilage, seins) ;
- recherche translationnelle en imagerie fonctionnelle ;
- radiopharmaceutiques et biomarqueurs théranostiques (mélanome, seins, poumon, cartilage, cancer de la tête et du cou, cancer de prostate) ;
- diverses thématiques (neuro-oncologie, physique sensorielle, côlon, radiothérapie).

Le 1er mars 2017, la division de recherche clinique a été certifiée ISO 9001 V2015. Un renouvellement de la certification ISO a été accordé en 2020 et en 2023 (28/02/2023).

L'activité de la DRC-CJP en 2024 en termes d'essais cliniques se décline ainsi :

- Promotion de 15 essais interventionnels en cours de recrutement dont 6 multicentriques, soit 282 inclusions gérées en 2024 (dont 131 réalisées dans les centres extérieurs en 2024) ;
- Investigation : Participation à :
  - ➔ 39 essais interventionnels à promotion industrielle ouverts aux inclusions en 2024 (soit 56 inclusions),
  - ➔ 72 essais interventionnels à promotion académique ouverts aux inclusions en 2024 (soit 189 inclusions) ;
- Recherche non interventionnelle / Base de données : 11 recherches RIPH 3 (pour 57 patients), 30 recherches Hors RIPH (pour 2925 patients).

Dans les 5 ans, plusieurs financements régionaux et nationaux ont été obtenus pour la réalisation de projets de recherches cliniques (2 PHRC-I 2019, 1 PHRC-I 2021, 1 projet paramédical AAP GIRCI AURA 2022, 1 PHRC-I 2022, 1 PHRC-I 2023).

D'autre part, un dossier de demande d'autorisation de lieu pour le Centre Jean Perrin a été transmis à l'ARS Auvergne Rhône-Alpes le 02/12/2016 avec pour objectif d'obtenir une autorisation de lieux pour les premières administrations à l'Homme. Après une visite réalisée le 10 mai 2017, l'Agence Régionale de Santé a accordé le 07 mars 2018 au Centre Jean Perrin et plus spécifiquement à la Division de Recherche Clinique :

- une autorisation de lieu de recherche impliquant la personne humaine AVEC première administration à l'homme d'un médicament (arrêté 2018-0607 valable 3 ans)
- une autorisation de lieu de recherche impliquant la personne humaine SANS première administration à l'homme d'un médicament (arrêté 2018-0608 valable 7 ans)

L'Agence Régionale de Santé a accordé le renouvellement d'autorisation de lieu de recherche impliquant la personne humaine AVEC/SANS première administration à l'homme d'un médicament le 15/03/2021 (arrêté 2021-17-0088 valable 3 ans) puis le 16/11/2023 (arrêté 2023-17-0504).

Depuis juillet 2024, Le Centre Jean Perrin est un site partenaire du CLIP2-Centre Leon Berard (Centre Labélisé INCa de Phases Précoces) suite à l'appel à candidature « labellisation de centres d'essais cliniques de phase précoce en cancérologie adulte/pédiatrique 2024-2029 »

Les différentes labellisations de la Recherche Clinique permettent :

- un haut niveau de qualité et de sécurité dans l'organisation des essais cliniques,
- une augmentation du nombre des essais cliniques,
- une mise à disposition précocement pour les patients de thérapies innovantes.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



En 2023, le Conseil d'Administration a approuvé la charte de gouvernance prévoyant dans son point 1.7 la création du Conseil d'Orientation Scientifique en tant qu'instances dirigeantes et avec pour mission de proposer à la Direction Générale les modalités de mise en œuvre des recommandations du chapitre « 8 Research » de l'OEI et d'organiser les journées scientifiques du Centre.

### **HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes pour l'exercice 2024 s'élève à 45.372,05 €. Leur montant était de 44.915,78 € au 31/12/2023.

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Aucun élément significatif postérieur à la clôture recensé au 15 mai 2025.

### **INFORMATION SUR LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX**

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

#### ***a) Organisation & Gouvernance :***

Le Centre Jean PERRIN a développé une démarche écologique depuis de nombreuses années. Cette démarche a commencé à se structurer en 2011 avec la création du Comité Développement Durable.

La démarche s'est accélérée depuis 2016 :

- Réalisation d'audits énergétiques et de bilan de gaz à effet de serre,
- Mise en place d'évaluations internes et externes,
- Définition d'une politique de développement durable.

Le Centre Jean PERRIN s'appuie pour cela sur le Comité Développement Durable Santé (C2DS) auquel il est adhérent depuis 2011.

Le Centre possède aussi une Commission des Risques Chimiques. Annuellement, un inventaire des agents chimiques dangereux présents au sein de l'établissement est réalisé dans chaque service. En accord avec la réglementation, une hiérarchisation des risques potentiels est effectuée. Elle est suivie d'une évaluation des risques avérés. Ces actions permettent alors de classer les substances à risque non faible dans l'établissement. Ces substances sont dosées régulièrement par l'APAVE selon une stratégie d'échantillonnage, établie par leurs soins.

Depuis 2021, le Centre Jean Perrin participe à un groupe de travail Unicancer sur le Développement Durable, qui a permis d'aboutir à la création d'une charte d'engagement RSE en janvier 2025.

#### ***b) Actions mises en place pour réduire notre empreinte environnementale :***

##### **1/ Volet Bâtiment et Energies :**

Concernant la partie Bâtiments, le Centre Jean PERRIN a élaboré un Schéma Directeur Immobilier d'envergure en 2021. La programmation immobilière, débutée en 2023, intègre dans sa mission les exigences réglementaires du décret tertiaire, et une éventuelle application de la nouvelle réglementation thermique RE2020.

Le plan annuel de travaux intègre, quant à lui, pour les années à venir :

- Le **relamping** avec luminaires leds équipés de radars de présence, qui a permis de diminuer de 23KW la puissance des luminaires installés,
- La **modernisation** continue à chaque réfection de bureaux et autres,
- Des travaux d'**isolation**,
- Le remplacement de certaines **menuiseries extérieures**.

A ce jour, les actions et résultats mis en place par le Centre sont certes encourageants mais ne permettent pas d'atteindre la réduction de 40% de consommation d'énergie brute prévue en 2030 par rapport à 2015, comme le prévoit la loi ELAN (réglementation sur la maîtrise de la consommation d'énergie).

Points sur les actions déjà engagées :

- **Contrat de Prestation Forfaitaire Intéressement (PFI)** : Lors de la dernière consultation pour la conduite des installations thermiques et frigorifiques, le contrat de Prestation Forfaitaire Intéressement (PFI) mis en place, a permis de réaliser un gain global de 14% en 2023-24 par rapport à 2018.  
Ce contrat d'exploitation sera remis en concurrence courant 2025-2026, pour une mise en service au 01/06/2026. Le souhait du Centre Jean Perrin est d'intégrer dans ce nouveau contrat une dimension forte sur l'implication du mainteneur dans la gestion quotidienne des actions de performances énergétiques. Le Centre Jean PERRIN prendra assistance auprès d'une AMO Energie pour construire son cahier des charges.
- **Remplacement du matériel informatique** : Dans un souci d'amélioration de la Gestion Technique du Bâtiment, le Centre Jean Perrin remplace son matériel informatique en place, dans le but d'augmenter le nombre d'automates. Cette opération, d'un coût total de 90K€, doit permettre d'obtenir un pilotage plus précis des installations (réduction de consommation nocturne au bloc opératoire, réduction de température sur les espaces non occupés en permanence...),
- **Raccordement au Réseau de Chauffage Urbain CLAUVAE**, depuis octobre 2024 : Ce raccordement va permettre de diminuer progressivement notre consommation de gaz, puisque l'énergie du réseau provient d'une cogénération de l'incinérateur local.
- La suppression de l'utilisation d'un fluide réfrigérant très émetteur de GES,
- Le calorifugeage des tuyaux situés en zone non chauffée,
- L'installateur d'un variateur sur une Centrale de traitement d'air,
- L'archivage : sous-traitance et import partiel sur site.

Action prévue sur 2025 :

- La mise en place d'une régulation des **Hautes Pressions flottantes**.

## 2/ Volet Mobilité :

En 2019, le centre a initié la création d'un plan de mobilité de zone avec 3 autres établissements. La signature de ce Plan de mobilité de zone Henri Dunant avec 4 partenaires (l'Université de Clermont Auvergne, le CHU Gabriel Montpied, le centre Michel Barbat et la SMTIC) a abouti à la création d'un programme d'actions, qui est évalué annuellement. Le plan doit permettre de diminuer les déplacements des salariés et/ou des différents professionnels du secteur de la santé.

43 actions ont été programmées. En 2022, 37 % de ces actions avaient été réalisées, parmi lesquelles :

- La création d'un Flyer Marche, Vélo pour inciter les professionnels à utiliser leur « énergie métabolique » pour se rendre au travail,
- La création de flyers transport en commun et co-voiturage,
- La participation à une rencontre sur le Projet St Jacques avec Clermont Auvergne Métropole,
- Le choix d'une plateforme de covoiturage,
- La mise en œuvre du télétravail.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



En 2023, une enquête auprès des professionnels a été initiée en collaboration avec des étudiants de l'Université Clermont Auvergne concernant leur mobilité. Cette enquête a été réalisée en 2024, avec un taux de participation de 35%. L'analyse des résultats a permis d'initier le futur plan d'actions.

Depuis 2024, le Centre Jean Perrin participe également au Club des Référents PDME (Plan de mobilité Entreprises).

### 3/ Autres actions :

- 2023 : Installations de **fontaines à eau** : la distribution de bouteilles en plastique a pu être ainsi supprimée.
- 2024 : Achat d'une **imprimante 3D** : Cette imprimante, utilisée dans la fabrication de pièces de maintenance, va permettre une diminution progressive de notre impact carbone. Son recours devrait d'ailleurs s'accélérer dans les prochaines années.

### c) Résultats & Outils de suivi & d'évaluation :

Depuis 2017, le centre déploie son programme d'actions lié à sa politique environnementale pour diminuer son impact négatif sur les aspects environnementaux.

#### 1/ Suivi des consommations énergétiques :

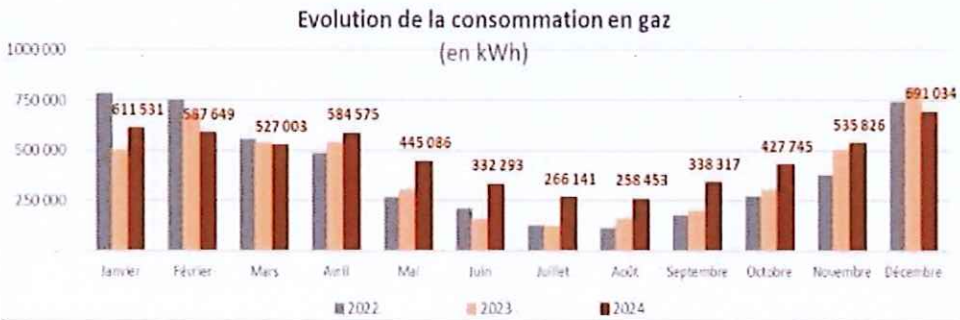
En 2024, les nouveaux marchés contractualisés ont renoué avec des tarifs en baisse.  
Les mesures prises en 2023 par le gouvernement pour pallier l'augmentation des tarifs de l'énergie (dispositif d'amortisseur d'électricité et dispositif du guichet d'aide au paiement) n'ont pas été reconduites.  
En 2023, le Centre Jean Perrin avait constitué un dossier pour bénéficier du dispositif du guichet d'aide au paiement. Le financement a été obtenu en 2024, pour 577K€, avec l'appui de Monsieur le Préfet.

- Suivi de la consommation de gaz :

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

En termes de consommation, le Centre Jean Perrin a fortement augmenté son utilisation de gaz entre 2023 et 2024 (expliquée notamment par les fortes chaleurs estivales qui ont augmenté le besoin en déshumidification).

	2 024	2 023	N/N-1	%
Consommation (en kWh)	5 605 653	4 791 545	814 108	17,0%
Dépenses (en €)	591 568	1 475 659	- 884 091	-60,0%
Coût unitaire (en €/kWh)	0,1055 €	0,3080 €	-0,2025 €	-66%

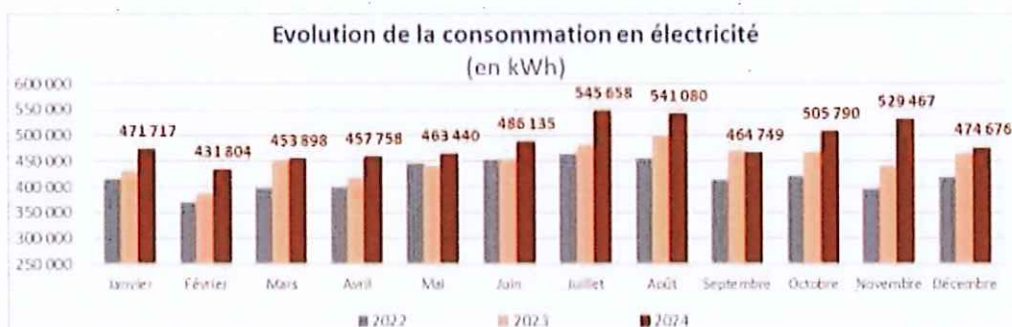


Après le raccordement du Centre Jean Perrin au Réseau de Chauffage Urbain CLAUVAE, le Centre Jean Perrin espère diminuer progressivement sa consommation de gaz. La prochaine étape consistera à réviser le contrat d'énergie, fin 2025.

o Suivi de la consommation d'électricité (intégrant l'amortisseur électricité) :

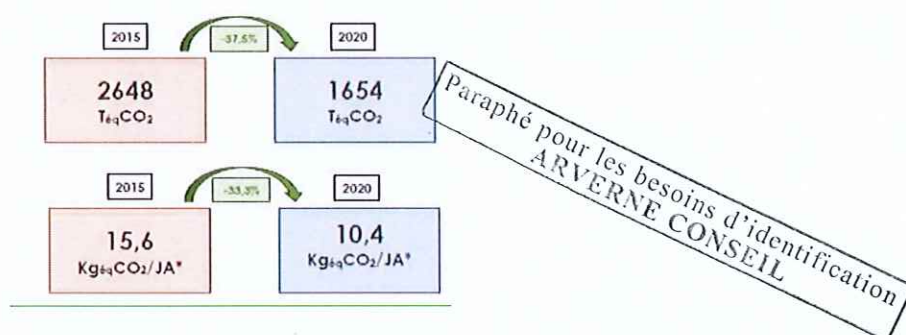
Même constat sur la consommation d'électricité : la consommation en kWh a augmenté de 8% entre 2023 et 2024 (notamment due à une sollicitation accrue des groupes froids sur la période estivale et à un 5<sup>ème</sup> accélérateur), alors que les dépenses ont diminué de 43% (retour à des prix moins inflationnistes).

	2 024	2 023	N/N-1	%
Consommation (en kWh)	5 826 172	5 383 863	442 309	8,0%
Dépenses (en €)	939 046	1 651 535	- 712 489	-43,0%
Coût unitaire (en €/kWh)	0,161 €	0,307 €	-0,146 €	-47%



## 2/ Le bilan de gaz à effets de serre (BGES) :

Initié en 2016, le bilan de gaz à effet de serre a été renouvelé en 2020 conformément à la réglementation. L'analyse des données montre l'efficacité des actions conduites depuis 4 ans pour diminuer les GES émis par le Centre :



Entre 2015 et 2020, le bilan de Gaz à Effet de Serre (GES) a diminué de 33% passant de 15.6kgéqco2/ja à 10.4 kgéqco2/ja.

Un plan d'actions d'améliorations pour poursuivre la réduction de ces GES sur 4 ans a été déposé sur le site de l'Ademe.

Le **prochain bilan**, qui sera effectué en 2025, sera **élargi aux 3 scopes** : Le scope 3 étant généralement le plus consommateur de GES, la vision de l'impact environnemental du Centre sera alors plus juste.

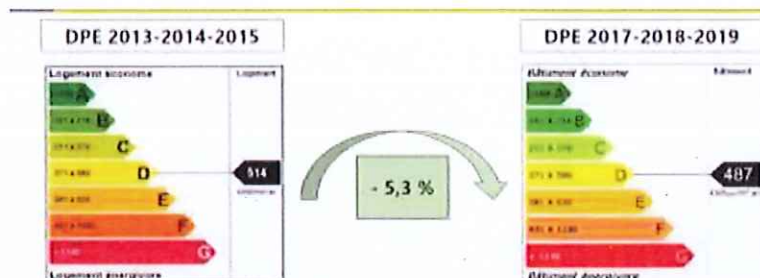


### 3/ Audit énergétique :

Le premier audit énergétique réalisé en 2016, a été renouvelé en 2020, conformément à la réglementation.

L'analyse des données montre l'efficacité des actions conduites depuis 4 ans pour diminuer les consommations d'énergie du Centre :

Comparaison des moyennes  
sur 3 années des  
consommations énergétiques  
(gaz et électricité en  
kWhep/m².an)



Un plan d'actions d'améliorations pour poursuivre la baisse de la consommation d'énergie a été déposé sur le site de l'Ademe.

La loi ELAN demandant aux entreprises du tertiaire de diminuer leur consommation de - 40% entre 2015 (année de référence choisie par le centre) et 2030, un nouveau plan d'actions va être défini.

Le prochain audit énergétique sera également réalisé en 2025.

### 4/ Outil d'évaluation :

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

En 2022, le Centre Jean Perrin a choisi l'évaluation proposée sur l'outil de l'ANAP, et intitulé « Mon Observatoire du Développement durable MODD ».

Le score global de maturité obtenu pour le Centre est de 70 sur 100.



On note deux thématiques fortes, que sont la gouvernance et le social, et deux thématiques pour lesquelles les efforts doivent être poursuivis : l'environnemental et le sociétal.

### 5/ Installations ICPE:

En 2020, le centre a été audité pour ses activités en lien avec la réglementation ICPE (Installations classées pour l'environnement) (installations de combustion) : aucune non-conformité majeure n'a été constatée. Le prochain contrôle se fera en 2025.

#### **d) Suivi de l'exposition des personnels au risque chimique :**

La Commission des Risques Chimiques du Centre Jean PERRIN organise un suivi de l'exposition aux risques chimiques avec 2 approches principales : un suivi des polluants chimiques retrouvés dans l'air ambiant, et un suivi de la contamination surfacique et urinaire par des cytostatiques.

##### **1/ Suivi des polluants chimiques dans l'air ambiant :**

Depuis 2014, l'établissement est engagé dans un suivi régulier de l'exposition des personnels aux polluants chimiques dans l'air ambiant. Ainsi, après un inventaire annuel des produits chimiques utilisés dans les différents services et une évaluation du risque (FEVAR), sera planifiée une analyse de l'exposition aux polluants potentiels retenus à risque non faible.

Depuis 2014, les différentes campagnes de mesures d'exposition aux polluants dans l'air ambiant montrent qu'il n'y a aucun dépassement des VLEP (valeur limite d'exposition professionnelle sur 8h) et des VLCT (valeur limite d'exposition court terme, 15min), quels que soient les postes et les substances. La dernière campagne de mesure effectuée en novembre 2024 a encore une fois confirmé que les conditions d'activité sont en accord avec la réglementation concernant la qualité de l'air intérieur.

Fin 2024, le **changement de moteur d'extraction des tables de macroscopie**, en Anatomie Pathologie, a permis de diminuer encore l'exposition aux polluants.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

##### **2/ Suivi de la contamination surfacique et urinaire par les cytostatiques :**

Depuis 2019, le Centre réalise des campagnes de mesures concernant l'exposition des personnels aux cytostatiques dans les services de soins (Hôpital de jour, oncologie médicale) et au sein de l'unité de préparation des cytostatiques (UPCO). Administrés dans le cadre de chimiothérapies, les médicaments cytostatiques sont considérés à risques. Il existe très peu de données de suivi des personnels quant à leur exposition aux cytostatiques dans le cadre de leur activité professionnelle. Notre démarche proactive est basée sur le volontariat des participants et vise à décrire l'exposition détaillée des personnels aux agents cytostatiques.

L'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a d'ailleurs recommandé en juillet 2021 :

- de reconnaître le caractère cancérigène de ces médicaments,
- d'améliorer la formation des professionnels,
- et de mettre en place un suivi des expositions professionnelles.

Une étude, organisée avec la médecine du travail, est réalisée annuellement, depuis 2019. Elle concerne des prélèvements surfaciques dans les services, et des prélèvements urinaires pour les personnels exposés volontaires. Les analyses sont réalisées aux CHU de Bordeaux et de Limoges, reconnus pour ces types de dosages très spécifiques. Les résultats obtenus sont très rassurants quant aux pratiques de l'Etablissement, que ce soit pour les analyses surfaciques ou urinaires : En effet, seulement de très faibles traces de cytotoxiques ont été retrouvées, et pour un nombre très faible de personnels suivis. Les analyses urinaires réalisées en 2024 ont révélé un cas positif à l'isofofamide pour un IDE en oncologie (laboratoire de Bordeaux).

Une nouvelle campagne est prévue en 2025.

En 2025, un nouveau logiciel va également être mis en place. Il permettra un meilleur suivi des risques chimiques.



### 3/ Prévisions 2025 :

Le Centre Jean Perrin continue ses campagnes annuelles, que ce soit pour les polluants dans l'air ambiant, ou bien les recherches de cytostatiques au niveau surfacique et urinaire.

En 2024, les campagnes de formation ont donc continué et ont été élargies au service des Achats, au reste du recyclage et aux nouveaux arrivants.

En 2024, le Centre s'est également doté de préventeurs CLCC.

#### **Volet social :**

Nous reproduisons ci-après certaines données du bilan social 2024 de l'établissement :

Fin 2024, sur les 922 salariés du Centre :

- 92% sont en CDI,
- 76% sont des femmes,
- 6% sont des travailleurs handicapés.

Le Centre a mis en place une **politique QVT** pour la période 2022-2028, soulignant l'importance de cette notion pour l'établissement. En voici les axes :



Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

Un **comité QVT** a vu le jour en 2017.

Durant la semaine du 16 au 20 juin 2025, le Centre organise la **semaine QCVT** dont le thème est « Parler du travail, c'est collectif ».

Depuis 2022, un système de **conciergerie**, ainsi que des **ateliers de sophrologie** sont proposés à l'ensemble du personnel du Centre.

Le Centre a également largement élargi son offre de formations. Il propose désormais des formations sur la prévention des Risques Psychosociaux à l'ensemble des responsables de service.

En 2024, dans le cadre de son engagement social, le Centre s'est doté de deux **préventeurs CLCC**, en charge de la gestion des risques professionnels et environnementaux. Ces préventeurs assurent la sécurité au travail des salariés, la prévention des risques et la protection de l'environnement aux niveaux techniques et réglementaires.

En 2025, la **salle de pause du service de réanimation – soins critiques** devrait être rénovée afin d'améliorer le cadre de vie des salariés du service.

## **ENGAGEMENTS FINANCIERS**

### **a) Engagements donnés : crédit-bail et locations**

Les engagements de crédit-bail et de locations sont listés dans le tableau joint en annexe.

Les redevances cumulées au 31/12/2024 pour les contrats en cours se montent à 1.473.860,45€ dont 633.068,98€ au titre de l'exercice 2024.

Le montant restant à payer sur ces contrats selon les échéanciers se montent à 4.064.713,17€ au 31/12/2024.

Les prix d'achat des crédits baux sont de 22.757,12€

Ces montants s'entendent TTC.

### **b) Engagements donnés : pensions, en retraites et assimilés**

Au titre de 2024 comme depuis 2019, l'engagement des indemnités de fin de carrière est calculé par le cabinet actuaire Galea, intégrant les hypothèses d'évaluation suivantes :

**Les droits prévus par la convention Collective** sont les suivants :

- moins de 5 ans d'ancienneté : 0 mois ;
- de 5 à 9 ans d'ancienneté incluse : 1 mois de salaire ;
- de 10 à 14 ans d'ancienneté incluse : 2 mois de salaire ;
- de 15 à 19 ans d'ancienneté incluse : 4 mois de salaire ;
- à compter de 20 ans d'ancienneté : 6 mois de salaire.

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

#### **Hypothèses actuarielles :**

**Le taux d'actualisation** est déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprise de haute qualité et s'élève à **3,40% au 31/12/24**, versus 3,20% au 31/12/2023.

#### **Profil de carrière**

Les taux d'augmentation des salaires ont été maintenus par rapport au 31/12/2023, soit :

	Ensemble du personnel
Moins de 30 ans	2,75%
De 31 à 50 ans	2,25%
A partir de 51 ans	1,75%

**Les taux de charges sociales patronales retenus** sont les suivants :

- Médecins : 61,2% au 31/12/2024 pour 60,3% en 2023 ;
- Autres salariés : 50,8% au 31/12/2024 comme en 2023.

**Turnover taux de départ pour démission ou licenciement** : les taux retenus sont identiques à ceux du 31/12/2023, soit pour l'ensemble du personnel un taux de 3% jusqu'à 50 ans, 0,50% jusqu'à 60 ans et 0% au-delà.

**Age de départ à la retraite** : 67 ans pour les médecins et l'âge légal pour les autres salariés suite à la réforme des retraites.

**Les tables de mortalité** utilisées sont les tables INSEE distinctes Hommes / Femmes 2020-2022. Pour rappel, en 2023, les tables retenues étaient celles de 2019-2021.

#### **Résultat :**

Le montant des indemnités de fin de carrière tel que calculé par le cabinet Galea met en évidence un montant de droits acquis au 31/12/2024 de 6.557.426 € versus 6.082.888€ au 31/12/2023, dont 1.993K€ pour le personnel médical et 4.565K€ pour le personnel non médical.

L'engagement total est donc en progression du fait des éléments suivants :

- Les écarts actuariels d'expérience sont évalués à +72K€ (+1,1%).
- La mise à jour des hypothèses a généré une baisse de l'engagement de l'ordre de +2,1% principalement due à la diminution du taux d'actualisation (passage de 3,2% à 3,40%).
- L'application d'une table de mortalité plus récente ainsi que la diminution des taux de charges sociales ont eu un impact peu significatif.

La baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de l'engagement d'environ 3,6%.

**c) Engagements reçus : Legs**

Paraphé pour les besoins d'identification ARVERNE CONSEIL
--------------------------------------------------------------

Au 31/12/2024, les legs à recevoir sont évalués à une somme de 144.347€, selon estimation du notaire du Centre Jean PERRIN (Me Frédéric Martin) et sont essentiellement constitués de liquidités.



# Ventilation des produits

Etat exprimé en €uros

31/12/2024

Montant net des produits	
<b>Produits versés par l'Assurance maladie</b>	
Produits de la tarification des séjours	64 139 913,11
Produits des médicaments facturés en sus des séjours	39 409 896,18
Produits des dispositifs médicaux facturés en sus des séjours	187 122,91
Autres produits (Transport)	748 754,60
Autres produits (Article 51)	18 921,00
Forfait IFAQ	680 312,00
Dotations MIGAC	1 282 118,09
Dotations MERRI	6 409 141,68
Subventions F.I.R.	1 241 947,00
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	13 738 204,68
<b>Sous-total</b>	<b>127 856 331,25</b>
<b>Autres produits de l'activité hospitalière</b>	
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie	358 697,40
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie	258 304,35
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie	344 097,53
Forfait journalier MCO	690 080,00
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers	163 626,38
Prestations effectuées au profit des malades ou consultants d'un autre établissement	3 446 062,75
<b>Sous-total</b>	<b>5 260 868,41</b>
<b>Autres produits</b>	
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises et produits des activités annexes (sauf 7071, 7087 et 709)	2 147 813,83
Rétrocession de médicaments	1 145 937,84
Subventions d'exploitation et participations	2 005,00
Autres produits de gestion courante	4 990 322,77
Produits financiers	544 858,75
Produits exceptionnels	1 374 912,43
Reprises sur amortissements et provisions	2 707 881,32
<b>Sous-total</b>	<b>12 913 731,94</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS DU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>146 030 931,60</b>

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE-CONSEIL



## Immobilisations

Etat exprimé en Euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvement de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p. à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-	-	-
	Autres	8 425 873,74	-	696 368,45	-	114 870,77	9 007 371,42
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 425 873,74	-	696 368,45	-	114 870,77	9 007 371,42
CORPORELLES	Terrains	1 004 598,00	-	216 065,00	-	-	1 220 663,00
	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-
	sur sol d'autrui	48 859 173,85	-	1 196 516,19	-	-	50 055 690,04
	instal. agencet aménagement	24 626 649,11	-	534 942,49	-	258 511,64	24 903 079,96
	Instal. technique, matériel outillage industriels	49 794 370,16	-	4 963 630,90	-	2 718 352,56	52 039 648,50
	Instal., agencement, aménagement divers	-	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	171 944,78	-	5 444,61	-	2 885,93	174 503,46
	Matériel de bureau, mobilier	6 039 538,58	-	266 649,49	-	157 942,17	6 148 245,90
	Autres immobilisations corporelles	696 928,11	-	-	-	-	696 928,11
	Immobilisations corporelles en cours	806 840,70	-	2 019 366,56	706 041,88	-	2 120 165,38
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	132 000 043,29	-	9 202 615,24	706 041,88	3 137 692,30	137 358 924,35
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	-	-	-	-	-	-
	Autres participations	17 900,00	-	-	-	-	17 900,00
	Autres titres immobilisés	206 522,00	-	4 669,00	-	-	211 191,00
	Prêt et autres immobilisations financières	2 066 889,75	-	169 374,00	-	69 954,00	2 166 309,75
	Autres créances immobilisées	1 560 000,00	-	-	-	260 000,00	1 300 000,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 851 311,75	-	174 043,00	-	329 954,00	3 695 400,75
TOTAL		144 277 228,78	-	10 073 026,69	706 041,88	3 582 517,07	150 061 696,52

Paraphé pour les besoins d'identification  
 ARVERNE CONSEIL

## Amortissements

Etat exprimé en €uros

		Amortissements début d'exercice	Mouvement de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-
	Autres	7 488 061,80	563 709,64	114 870,77	7 936 900,67
CORPORELLES	Terrains	-	-	-	-
	Constructions sur sol propre	29 615 864,21	1 781 504,77	-	31 397 368,98
	sur sol d'autrui	16 052 852,82	1 104 538,02	258 511,64	16 898 879,20
	instal. agencé aménagement	33 985 622,49	4 255 810,76	2 695 585,74	35 545 847,51
	Instal. technique, matériel outillage industriels	117 688,93	10 442,62	2 885,93	125 245,62
	Autres instal., agencement, aménagement divers	5 096 693,00	287 626,94	157 942,17	5 226 377,77
	Matériel de transport	620 750,87	21 293,52	-	642 044,39
	Matériel de bureau, mobilier				
	Autres immobilisations corporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		85 489 472,32	7 461 216,63	3 114 925,48	89 835 763,47
TOTAL		92 977 534,12	8 024 926,27	3 229 796,25	97 772 664,14

# Créances et Dettes

Etat exprimé en Euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
	Prêt (1) (2)	2 165 728,06	72 811,20	2 092 916,86
	Autres créances immobilisées	1 300 000,00	260 000,00	1 040 000,00
	Clients douteux ou litigieux	297 445,00	297 445,00	0,00
	Autres créances clients	23 561 173,23	23 561 173,23	0,00
	Créances représentatives des titres prêtés	0,00	0,00	0,00
	Personnel et comptes rattachés	5 925,46	5 925,46	0,00
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	164 701,66	164 701,66	0,00
	Impôts sur les bénéfices	0,00	0,00	0,00
	Taxes sur la valeur ajoutée	9 351,13	9 351,13	0,00
	Autres impôts, taxes versements assimilés	0,00	0,00	0,00
	Divers	3 256 063,97	3 256 063,97	0,00
	Groupe et associés (2)	0,00	0,00	0,00
	Débiteurs divers	0,00	0,00	0,00
	Charges constatées d'avances	996 772,44	858 203,37	138 569,07
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>31 757 160,95</b>	<b>28 485 675,02</b>	<b>3 271 485,93</b>
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice	169 374,00		
	(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice	69 954,00		
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	0,00		

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres emprunts obligataires (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine (1)	16 640 616,29	1 810 639,91	6 979 061,13	7 850 915,25
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	61 483,65	61 483,65	0,00	0,00
	Fournisseurs et comptes rattachés	10 643 172,85	10 643 172,85	0,00	0,00
	Personnel et comptes rattachés	5 265 397,15	5 265 397,15	0,00	0,00
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 666 722,56	4 666 722,56	0,00	0,00
	Prélèvement à la source	271 128,61	271 128,61	0,00	0,00
	Impôts sur les bénéfices	36 786,00	36 786,00	0,00	0,00
	Taxes sur la valeur ajoutée	215 022,15	215 022,15	0,00	0,00
	Obligations cautionnées	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres impôts, taxes et assimilés	870 214,12	870 214,12	0,00	0,00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 305 712,00	2 305 712,00	0,00	0,00
	Groupe et associés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres dettes	7 350 281,88	7 350 281,88	0,00	0,00
	Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00	0,00	0,00
	Produits constatés d'avance	2 207 703,11	2 207 703,11	0,00	0,00
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>50 534 240,37</b>	<b>35 704 263,99</b>	<b>6 979 061,13</b>	<b>7 850 915,25</b>
	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0,00			
	(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 363 177,08			
	(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)	0,00			

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



# Produits à recevoir

Etat exprimé en €uros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir	4 364 178,23
-------------------------------	--------------

R.R.R. A OBTENIR	467 334,31
CAISSE PIVOT - SEJOURS A CHEVAL	1 013 719,39
FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE	164 701,66
A.R.S. - FINANCEMENT INVESTISSEMENTS DU QUOTIDIEN 2024 A RECEVOIR	233 000,00
A.R.S. - FINANCEMENT INVESTISSEMENTS ANAPATH 2024 A RECEVOIR	41 790,00
A.R.S. - FINANCEMENT PSE A RECEVOIR	19 400,00
AGEFIPH - FINANCEMENT A RECEVOIR	4 439,07
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	92 234,09
CARSAT - FINANCEMENT A RECEVOIR	16 089,40
FACTURATION RECHERCHE CLINIQUE A RECEVOIR	2 046 013,00
FORFAITS JOURNALIERS SUR ACTIVITE	15 640,00
H.C.L. - E.M.R.C. 2024	75 179,64
INDEMNITES JOURNALIERES ORGANISME DE PREVOYANCE	3 366,88
SUBROGATION SUR SALAIRES	31 637,99
UNICANCER - MERRI RECHERCHE	60 263,00
UNICANCER. ET AUTRES - FRAIS DE DEPLACEMENTS	10 677,42
PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR	68 692,38

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

# Charges à payer

Etat exprimé en Euros

31/12/2024

Total des charges à payer	11 095 207,83
---------------------------	---------------

PERSONNEL - DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES PAYES ET R.T.T.	4 417 691,68
PERSONNEL - FRAIS DE DEPLACEMENTS A PAYER	13 608,76
PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	734 090,84
CHARGES SOCIALES PROVISIONNEES SUR CONGES PAYES ET R.T.T.	1 809 344,82
CHARGES SOCIALES - AUTRES CHARGES A PAYER	231 848,28
AUTRES TAXES PROVISIONNEES POUR CONGES PAYES ET R.T.T.	454 817,25
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	74 425,87
FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	3 271 155,77
AUTRES CHARGES DIVERSES A PAYER	26 740,91
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	61 483,65

Paraphe pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en €uros	31/12/2024	01/01/2024	Variation %
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	996 772,44	835 559,35	19,29%
Charges constatées d'avance - FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>996 772,44</b>	<b>835 559,35</b>	<b>19,29%</b>

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en €uros	31/12/2024	01/01/2024	Variation %
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	2 207 703,11	2 213 829,37	-0,28%
Produits constatés d'avance - FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 207 703,11</b>	<b>2 213 829,37</b>	<b>-0,28%</b>

# Effectif

STATUT / GRADE / QUALIFICATION	EFFECTIF 2024	ETP 2024
<b>PERSONNEL MEDICAL</b>		
H-U permanents	7	3,50
PH temps plein	80	72,40
PH temps partiel	44	21,90
Praticiens attachés renouvelables de droit		
<b>TOTAL 1</b>	<b>131</b>	<b>97,80</b>
H-U temporaires		
Praticiens contractuels sans renouvellement de droit		
Internes et étudiants en médecine	1	0,57
<b>TOTAL 2</b>	<b>1</b>	<b>0,57</b>
<b>TOTAL PERSONNEL MEDICAL</b>	<b>132</b>	<b>98,37</b>
<b>PERSONNEL NON MEDICAL</b>		
<b>Contrats à durée indéterminée</b>		
Personnel administratif	214	194,01
dont personnel de direction		
Personnel soignant et éducatif	244	217,80
Personnel technique	58	49,07
Personnel médico-technique	229	212,70
<b>TOTAL 3</b>	<b>745</b>	<b>673,58</b>
<b>Contrats à durée déterminée</b>		
Contrats à durée déterminée	70	46,80
<b>TOTAL 4</b>	<b>70</b>	<b>46,80</b>
<b>Emplois aidés (dont CAE)</b>		
Contrats soumis à disposition particulière	3	3,00
Apprentis	10	9,16
<b>TOTAL 5</b>	<b>13</b>	<b>12,16</b>
<b>TOTAL PERSONNEL NON MEDICAL</b>	<b>828</b>	<b>732,54</b>



# Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en €uros		31/12/2024
Total des produits exceptionnels (1)		2 399 161,08
Total des charges exceptionnelles (2)		22 766,82
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>2 376 394,26</b>
(1) Dont Libéralités reçues		439 390,81
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat		845 740,53
Produits de cessions des éléments d'actif		89 781,09
Reprises sur les provisions réglementées		1 024 248,65
(2) Dont Valeur Comptable des Eléments d'Actif Cédés		22 766,82
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0,00
Dotations aux provisions réglementées		0,00

Paraphé pour les besoins d'identification  
VERNE CONSEIL



# Engagements financiers

Etat exprimé en Euros	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		NEANT	NEANT
Avals, cautions et garanties		NEANT	NEANT
Engagements de crédit-bail et de locations (1)		4 064 713,17	NEANT
Engagements en pensions, retraite et assimilés (2)		6 557 426,00	NEANT
Autres engagements (3)		NEANT	144 346,57
Total des engagements financiers		10 622 139,17	144 346,57

Paraphé pour les besoins d'identification  
 AVERNE CONSEIL

**ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN**  
**AUTRES QUE LES INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE LA DETTE A LONG TERME**

Raison sociale du cocontractant	Nature du contrat	Date du contrat	Durée du contrat en mois	Redevances payées		Redevances restant à payer selon échéances				Prix d'achat résiduel
				de l'exercice	cumulées	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total restant	
NATIXS	LOA Camera Symbia Intevo	17/02/2019	84	95 435,28	566 057,34	95 435,28	3 976,47	0,00	99 411,75	6 490,75
NATIXS LEASE	Caméra CZI SIEMENS Spectrum	12/12/2019	84	64 132,20	326 676,85	64 132,20	61 460,03	0,00	125 592,23	4 500,00
SIEMENS	Gamma caméra Symbia Pro Spectra Q3	06/12/2024	84	14 398,96	14 398,96	199 370,28	533 441,44	223 467,06	966 278,78	8 461,48
NATIXS LEASE	81 Postes informatiques DELL	01/06/2021	48	22 452,60	112 530,36	22 452,60	9 355,00	0,00	31 807,60	1,20
LA BANQUE POSTALE	120 Postes informatiques DELL	14/02/2022	48	22 257,84	110 286,02	22 257,84	2 782,23	0,00	25 040,07	900,07
LUXBAIL	241 Postes informatiques DELL	28/06/2027	48	63 616,00	100 787,26	63 616,00	90 122,50	0,00	153 738,50	2 403,62
XEROX FINANCIAL	Location imprimante imagerie	01/07/2023	60	17 951,46	26 948,04	17 951,46	44 877,50	0,00	62 828,96	0,00
INTUITIVE SURGICAL	Robot chirurgical - Da Vinci Xi Dual Console	14/10/2024	60	105 167,06	105 167,06	504 801,84	1 956 107,13	0,00	2 460 908,97	0,00
ORANGE CYBERDEFENSE	Surveillance microsoc entreprise endpoint extension HDR / 24h/24 7j/7	01/09/2023	36	70 455,05	93 963,26	70 376,71	46 917,84	0,00	117 294,55	0,00
UGAP	Location photocopieurs	11/10/2022	48	22 419,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOFTWAY	Service de télé mise à jour de carte vitale	12 mois reconductible		1 036,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIAC	Location Renault Captur - GQ-346-AN	26/09/2023	48	5 070,58	6 415,19	5 070,58	8 801,88	0,00	13 872,46	0,00
DIAC	Location Renault Kangoo - GP-354-LV	22/06/2023	48	7 127,26	10 630,11	7 127,26	10 812,05	0,00	17 939,31	0,00
DEEPLINK	Plateforme MPRO (Suivi essais cliniques)									
SCC	Reconnaissance vocale pour les médecins									
ABGX	Suivi des personnes exposées au risque radioactif									
AIR LIQUIDE	Logiciel de traçabilité et gestion des bouteilles de gaz à usage médical									
FORECOMM	Solution BlueFiles									
MANCARE	Plateforme TUTIZ Premium									
BIO-OPTRONICS	Momentum planificateur de personnel									
HOPPEN	Portail patient									
UNICANCER	Utilisation de la base Safety Easy									
BIMEDOC	Logiciel de conciliation médicamenteuse									
SYNAPSE	Logiciel Synapse Pro V (Article 51)									
Total des autres contrats	Locations non médicales			633 068,98	1 473 860,45	1 072 592,05	2 768 654,06	223 467,06	4 064 713,17	22 757,12

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE

# VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUES	Valeur au début de l'exercice 2024 (avant affectation du résultat de l'exercice 2023) Solde créditeur	Valeur à la fin de l'exercice 2024 Solde créditeur	Variation à la baisse (Si BE>BS :=BE-BS)	Variation à la hausse (Si BE<BS :=BS-BE)
Apports et fonds associatifs	14 043 811,05	14 184 469,06	0,00	140 658,01
Réserves - Excédents affectés à l'investissement	1 962 186,18	1 962 186,18	0,00	0,00
Réserves - Réserve de trésorerie	2 213 146,31	2 213 146,31	0,00	0,00
Réserves - Réserves de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves - Réserves diverses	0,00	0,00	0,00	0,00
Report à nouveau excédentaire	4 085 346,27	5 395 439,54	0,00	1 310 093,27
Report à nouveau déficitaire	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	1 310 093,27	857 849,45	452 243,82	0,00
Subventions d'investissement	4 357 952,20	4 948 322,59	0,00	590 370,39
Provisions réglementées	11 183 497,91	10 159 249,26	1 024 248,65	0,00
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	11 183 497,91	10 159 249,26	1 024 248,65	0,00
Provisions réglementées pour propre assureur	0,00	0,00	0,00	0,00
responsabilité civile	0,00	0,00	0,00	0,00
autre	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions réglementées	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds dédiés	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>39 156 033,19</b>	<b>39 720 662,39</b>	<b>1 476 492,47</b>	<b>2 041 121,67</b>
Variation de capitaux propres de l'année			0,00	564 629,20

Source ANCRE

Paraphé Pour les besoins d'identification  
ARRETE  
CONSEIL



TABLEAU SYNTHETIQUE DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DES DEPRECIATIONS

RUBRIQUES (provisions pour risques et charges)	Comptes	Montants au début de l'exercice(1) Solde créditeur	Dotations de l'exercice(2)	Reprises de l'exercice(3)	Montants à la fin de l'exercice(4=1+2-3) Solde créditeur
C/151 : Provisions pour risques	151	1 851 364,50	1 519 592,00	1 344 072,50	2 026 884,00
	1511	1 851 364,50	118 100,00	1 344 072,50	625 392,00
C/1514 provisions pour amendes et pénalités	1514				0,00
C/1515 provisions pour pertes de change	1515				0,00
C/1516 provisions pour risques d'emploi	1516				0,00
C/1518 autres provisions pour risques	1518	0,00	1 401 492,00	0,00	1 401 492,00
C/152 Provisions pour risques et charges sur emprunts	152				
C/153 Provisions pour charges de personnel liées à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET) (public) / Provisions pour pensions et obligations similaires (privé)	153				
C/1531 personnel médical (public) / provisions pour indemnités de départ à la retraite (privé)	1531				
C/1532 personnel non médical	1532				
C/1538 autres	1538				
C/157 Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	157				
C/1572 provisions pour gros entretien ou grandes révisions	1572				
C/158 Autres provisions pour charges	158	109 969,60	0,00	30 660,17	79 309,43
TOTAL		1 961 334,10	1 519 592,00	1 374 732,67	2 106 193,43

TABLEAU SYNTHETIQUE DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DES DEPRECIATIONS

RUBRIQUES (dépréciations des comptes financiers C/59 et autres dépréciations)	Comptes	Montants au début de l'exercice(1) Solde créditeur	Dotations de l'exercice(2)	Reprises de l'exercice(3)	Montants à la fin de l'exercice(4=1+2-3) Solde créditeur
C/29 Dépréciation des immobilisations	2904,2905,2908,2911, 2912,2913,2914, 2915,2918,292, 2931,2932,2961, 2966,2967,2971, 2972,2974,2975, 2976				
C/39 Dépréciation des stocks et en-cours	39				
C/49 Dépréciation des comptes de tiers	491,496	391 700	297 445	308 900	380 245
C/59 Dépréciation des comptes financiers	59				
TOTAL		391 700	297 445	308 900	380 245

Paraphé pour les ARVER  
Bois d'identification  
CONSEIL

TABLEAU SYNTHETIQUE DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES

RUBRIQUES	Subventions au début de l'exercice 1	Reprises déjà constatées 2	Montants perçus dans l'exercice et apurement de la subvention 3	Reprises de l'exercice et apurement de la subvention 4	Reste à amortir au 31/12 5 = (1-2) + (3-4)
C/1311 Subventions d'équipements reçues - Etat et établissements nationaux	.	.	.	.	.
C/13121 Subventions d'équipements reçues - Régions - Subventions d'équipement des écoles et instituts de formation des professionnels paramédicaux et de sages-femmes (transférables)	.	.	.	.	.
C/13128 Subventions d'équipements reçues - Régions- Autres	.	.	.	.	.
C/1313 Départements	.	.	.	.	.
C/1314 Communes	.	.	.	.	.
C/1315 Autres collectivités et établissements publics locaux	.	.	.	.	.
C/1316 GHT - Contributions aux investissements communs	.	.	.	.	.
C/13181 Autres subventions d'équipements reçues - Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d'apprentissage (écoles)	.	.	.	.	.
C/13182 FME SPP - FMIS	51 924,00	44 009,20	1 699 000,00	607 995,29	1 098 919,51
C/13183 Autres subventions d'équipements reçues-FIR	.	.	.	.	.
C/13186 - Subvention d'investissement structurant article 50 (modifié par LFSS 2022)	.	.	.	.	.
C/13187 Missions d'intérêt général et aides à la contractualisation (MIGAC)	0,00	.	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
C/13188 Autres subventions d'équipements reçues - Autres subventions	8 259 336,53	3 909 299,13	-2 011 952,39	-511 318,07	2 849 403,08
TOTAL	8 311 260,53	3 953 308,33	687 047,61	96 677,22	4 948 322,59

Source ANCRE



# ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME

Comptes	Balance de sortie 2023	Exercice 2024		Balance de sortie 2024
		Masses débitrices	Masses créditrices	
C/163 Emprunts obligataires	.	.	.	0,00
C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine	.	.	.	0,00
C/1632 Opérations sur capital non échu des emprunts obligataires remboursables in fine-anticipation du remboursement en capital	.	.	.	0,00
C/1638 Autres emprunts obligataires	.	.	.	0,00
C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit	19 003 793,37	2 363 177,08	0,00	16 640 616,29
C/1641 Emprunts en euros	19 003 793,37	2 363 177,08	0,00	16 640 616,29
C/1643 Emprunts en devises	.	.	.	0,00
C/1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	.	.	.	0,00
C/1645 Remboursements temporaires sur emprunts auprès des établissements de crédit	.	.	.	0,00
C/16451 Remboursements temporaires sur emprunts en euros	.	.	.	0,00
C/16452 Remboursement temporaires sur emprunts en devises	.	.	.	0,00
C/1648 Autres emprunts auprès des établissements de crédits	.	.	.	0,00
C/167 Emprunts assortis de conditions particulières	.	.	.	0,00
C/1672 Titres associatifs	.	.	.	0,00
C/1673 Prêts de l'Etat	.	.	.	0,00
C/1674 Avances remboursables du FMESPP - FMIS	.	.	.	0,00
C/1675 Dettes-Partenariats public-privé	.	.	.	0,00
C/1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux	.	.	.	0,00
C/1677 Prêts des caisses d'assurance maladie	.	.	.	0,00
C/1678 Autres prêts assortis de conditions particulières	.	.	.	0,00
C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)	.	.	.	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>19 003 793,37</b>	<b>2 363 177,08</b>	<b>0,00</b>	<b>16 640 616,29</b>

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



RECAPITULATIF PAR PRETEUR (hors emprunts obligataires in fine)

PRETEUR	Encours au 31/12
La Banque Postale	3 750 000,53
GCE - Groupe Caisse d'Epargne	2 476 996,41
GCA - Groupe Crédit Agricole	2 375 560,09
CDC	7 944 726,10
Autres	93 333,16
	16 640 616,29

SourceANCRE

PROFIL D'EXTINCTION DE TOUTE LA DETTE FINANCIERE A MOYEN ET LONG TERME EXISTANT AU 31/12(y compris emprunts in fine)

Exercice	Budget Global			Dont Budget principal		
	Remboursement en capital	Capital restant d�	Intérêts	Remboursement en capital	Capital restant d�	Intérêts
N	2 363 177,08	16 640 616,28	666 608,51	2 363 177,08	16 640 616,28	666 608,51
N+1	1 810 639,91	14 829 976,37	566 890,94	1 810 639,91	14 829 976,37	600 295,41
N+2	1 721 477,76	13 108 498,61	499 176,46	1 721 477,76	13 108 498,61	540 774,49
N+3	1 736 791,48	11 371 707,13	443 506,56	1 736 791,48	11 371 707,13	481 743,13
N+4	1 752 420,50	9 619 286,63	387 628,38	1 752 420,50	9 619 286,63	422 503,49
N+5	1 768 371,39	7 850 915,24	331 214,30	1 768 371,39	7 850 915,24	362 727,95
N+6	1 784 650,77	6 066 264,47	274 578,76	1 784 650,77	6 066 264,47	302 730,96
N+7	1 153 626,05	4 912 638,42	221 685,19	1 153 626,05	4 912 638,42	246 475,94
N+8	727 798,24	4 184 840,18	187 787,57	727 798,24	4 184 840,18	209 216,86
N+9	727 798,24	3 457 041,94	158 330,70	727 798,24	3 457 041,94	176 398,53
N+10	727 798,24	2 729 243,70	128 873,83	727 798,24	2 729 243,70	143 580,20
N+11	727 798,24	2 001 445,46	99 416,96	727 798,24	2 001 445,46	110 761,88
N+12	727 798,24	1 273 647,22	69 960,08	727 798,24	1 273 647,22	77 943,55
N+13	727 798,24	545 848,98	40 503,21	727 798,24	545 848,98	45 125,22
N+14	545 848,98	0,00	11 046,34	545 848,98	0,00	12 306,89

Source Ancre

**Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme**  
**Échéancier flux de trésorerie**

Catégorie d'emprunt	Échéancier						Total
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	+ 5 ans	
Emprunts non structurés (côtés 1A) - capital	1 810 639,92	1 721 477,76	1 736 791,48	1 752 420,50	1 768 371,39	7 850 915,24	16 640 616,29
Emprunts non structurés (côtés 1A) - intérêts	566 890,94	499 176,46	443 506,56	387 628,38	331 214,30	1 192 182,60	3 420 599,24
Emprunts structurés-risque limité (côtés 1B, 2B, 2A, 3A, 3B et 3C) - capital	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts structurés-risque limité (côtés 1B, 2B, 2A, 3A, 3B et 3C) - intérêts	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts structurés-risque élevé (non cités ci-dessus) - capital	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts structurés-risque élevé (non cités ci-dessus) - intérêts	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts "hors charte Gissler" (6F) - capital	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts "hors charte Gissler" (6F) - intérêts	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL TOUTES CATEGORIES - capital</b>	<b>1 810 639,92</b>	<b>1 721 477,76</b>	<b>1 736 791,48</b>	<b>1 752 420,50</b>	<b>1 768 371,39</b>	<b>7 850 915,24</b>	<b>16 640 616,29</b>
<b>TOTAL TOUTES CATEGORIES - intérêts</b>	<b>566 890,94</b>	<b>499 176,46</b>	<b>443 506,56</b>	<b>387 628,38</b>	<b>331 214,30</b>	<b>1 192 182,60</b>	<b>3 420 599,24</b>

Paraphé sur les besoins d'identification  
 12/01/2024  
 PERRIN CONSEIL

Source ANCRE

ETAT DES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE DE L'EXERCICE  
PRESENTATION GENERALE

	Commentaires
:* Présentation générale du nombre et types de groupements ou d'entités dans lesquels l'EPS est partie prenante et s'il existe des faits marquants durant l'exercice	Participation dans 3 GCS :- UNICANCER - SARA - AURAGEN
:* Seuils de signification retenus par l'EPS pour fournir une information en annexe sur une entité ou un groupement	
:* Faits marquants relatifs aux groupements et entités survenus durant l'exercice	

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



RESTITUTION PAR ENTITE / GROUPEMENT

RUBRIQUES	NOM DU GROUPEMENT OU DE L'ENTITE 1		NOM DU GROUPEMENT OU DE L'ENTITE 2		NOM DU GROUPEMENT OU DE L'ENTITE 3	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Commentaires	Exercice 2024	Exercice 2023	Commentaires
Présentation de l'entité / du groupement	GCS UNICANCER	GCS UNICANCER		GCS AURAGEN	GCS AURAGEN	
	GCS - GCS	GCS - GCS		GCS - GCS	GCS - GCS	
	101, RUE DE TOLBIAC - 75013 PARIS	101, RUE DE TOLBIAC - 75013 PARIS		5, PLACE D'ARSONVAL - 69003 LYON	5, PLACE D'ARSONVAL - 69003 LYON	
Principaux liens de l'entité avec l'EPS (présentation synthétique)	NATURE D'ACTIVITE					
	GOUVERNANCE					
	Modalités de prise de décision					
	MONTANT DE LA PARTICIPATION DETENUE PAR L'EPS	2 900	2 900			
	TRADUCTION EN POURCENTAGE DE DETENTION (le cas échéant)					
	NATURE DU CONTRÔLE / DE L'INFLUENCE NOTABLE (1)					
	Modalités d'exercice du contrôle					
	MODALITES DE PARTICIPATION DES MEMBRES / ACTIONNAIRES (2)					
	MODALITES DE REPARTITION ENTRE MEMBRES / ACTIONNAIRES (3)					
	MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ENTITE DU GROUPEMENT (4)					
Informations financières significatives par entité / groupement	Existence et modalités (5) d'exercice de la solidarité financière entre l'EPS et le groupement/entité					
	AUTRES INFORMATIONS					
	MONTANT DES CAPITAUX PROPRES DE L'ENTITE DU GROUPEMENT	760 205				
	MONTANT DE LA PARTICIPATION DETENUE PAR L'EPS	2 900	2 900			
	TAUX DE DETENTION (en %)	2,76%	2,76%			
	CONTRIBUTION ANNUELLE VERSEE PAR L'EPS					
	PRESTATIONS FACTUREES A L'EPS					
	MONTANT DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS REALISES PAR L'ENTITE					
	GROUPEMENT					
	Montant des nouveaux emprunts					
Emprunt	Montant du remboursement					
	Exposition de l'EPS du fait de la solidarité financière potentielle					
	TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES					
	INVESTISSEMENT MIS A DISPOSITION / MODALITES D'ÉVALUATION (valeur nette comptable / coût réel)					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Cession					
	Liquidation					
TRANSACTION SIGNIFICATIVE MENEES PAR L'ENTITE GROUPEMENT AUPRES DE L'EPS	Mise à disposition					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
TRANSACTION SIGNIFICATIVE MENEES PAR L'EPS AUPRES DE L'ENTITE GROUPEMENT	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
Produits	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
Résultat	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
Éléments hors bilans : ENGAGEMENTS PRIS par l'entité/groupement	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
Éléments hors bilans : ENGAGEMENTS RECUS par l'entité/groupement	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
Autres éléments financiers significatifs	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					
	Cession					
	Liquidation					
	Mise à disposition					
	Autre					
	Garanties d'emprunts accordées					
	Autre					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en ETP)					
	Personnel mis à disposition par l'établissement (en coût salarier)					
	AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS					

Paraphé pour les besoins d'identification  
AR  
VERB  
E  
CONSEN

L'établissement doit être dûment informé, pour chaque organisme, du dernier bilan disponible et du rapport du commissaire aux comptes. Si les états financiers de l'entité/groupement du dernier exercice clos ne sont pas disponibles lorsque l'EPS arrêté ses comptes, ce dernier utilise à défaut les comptes de l'exercice précédent (mention obligatoire en annexe)

(1) Sont mentionnées à cette ligne : la détention de titres, détention d'une quote-part de capital, autre nature à préciser dans les cas où ce contrôle/cette influence notable ne s'exprime pas par la détention de titres ou d'une quote-part de capital

(2) Sont mentionnées à cette ligne : la contribution financière annuelle, contribution en nature (mise à disposition de locaux, de personnel ou de matériels...), utilisation des moyens de l'entité/groupement...

(3) Sont mentionnées à cette ligne : les résultats et réserves distribuable, contribution aux charges et déficits éventuels, des débits dans les rapports avec les tiers et en cas de retrait/liquidation,

(4) Sont mentionnées à cette ligne : les financements externes et/ou contribution des membres...

Source: ANCRE

## IV. Compte d'Emploi des Ressources (CER)

Le Centre Jean PERRIN est habilité à recevoir des dons et legs. Les ressources issues de la générosité publique contribuent à l'amélioration de la prise en charge des patients et de leur confort, ainsi qu'à poursuivre le développement des innovations et des travaux de recherche.

### Méthodologie :

Le modèle de compte d'emploi annuel des ressources utilisé est celui prévu par le Comité de Réglementation Comptable dans son règlement N° 2008-12 du 7 mai 2008. Toutefois, le Centre Jean PERRIN comptabilise les dons et legs en compte de tiers au bilan, lors de la perception des fonds. Ils sont ensuite rapportés en compte d'apport pour le financement d'investissements et en compte de résultat pour le financement des autres dépenses et ce au fur et à mesure de leur consommation.

En conséquence nous n'avons pas comparé les données des ressources collectées auprès du Public avec l'ensemble des charges et des produits de l'exercice.

Ces données sont incluses dans les comptes annuels 2024, certifiés par le commissaire aux comptes et soumis à l'approbation du Conseil d'Administration.

### 1. Les emplois

**Les dépenses sur l'exercice s'élèvent à 685.089,21€ et sont ventilées dans les rubriques suivantes :**

- financement par les legs et dons recherche des postes de chercheurs et de techniciens de recherche supplémentaires permettant de participer à la mise en place de protocoles de recherche clinique régionaux et nationaux coordonnés par le Centre Jean PERRIN soit 5,8 ETP non médicaux..... 310.901,78€
- participation à des investissements confort du patient (casque de réalité virtuelle pour le service de radiothérapie, aménagement salle acupuncture et salon en hospitalisation complète), participation de la Ligue à un système d'imagerie par fluorescence, investissements de recherche (pour les laboratoires,...) ..... 128.827,87€
- diverses dépenses pour des projets spécifiques (fauteuil ambulateur, dépenses sur diverses études de recherche, frais de succession, casque et brassards réfrigérants,...)..... 122.890,96€
- Les frais de recherche de fonds correspondent à la stratégie mise en place sur les dons et le mécénat en 2024, élaboration du discours de cause et des campagnes de dons effectués avec la société ALTERIADE, acquisition d'un logiciel de gestion des dons, insertions dans des revues notariales..... 122.468,60€

**Les engagements à réaliser sur ressources affectées s'élèvent à 1.830.600,24 € et correspondent à :**

- des dépenses pour la recherche (dont 456.143,45€ pour l'oncogénétique) ..... 1.203.311,95€
- des investissements..... 291.307,26€
- des dépenses pour l'accompagnement aux soins confort des malades ..... 33.359,00€
- des dépenses pour des projets et ou des services spécifiques (Espace Rencontre et Information, études de recherche spécifiques, ...) ..... 302.622,03€

**Les emplois 2024 du CER s'élèvent donc à 2.515.689,45€.**

Paraphé pour les besoins d'identification  
ARVERNE CONSEIL



## 2. Les ressources

Les ressources collectées sur l'exercice s'élèvent à 1.239.406,98 € et se répartissent comme suit :

• Dons et legs collectés .....	1.237.401,98€
➤ Dons non affectés à un projet spécifique, représentant les dons des particuliers faits à l'occasion d'un décès, d'un mariage ou spontanément, campagne de dons .....	320.642,64€
➤ Dons affectés à un projet spécifique .....	446.235,30€
(dont 7.007,88€ pour l'accompagnement aux soins ; 101.910,10€ pour la recherche ; 251.590,56€ pour les investissements et 85.726,76€ pour des projets et manifestations spécifiques : Espace Rencontre Information, médecine nucléaire, étude de recherche clinique spécifique, ...)	
➤ Legs et autres libéralités non affectés à un projet spécifique .....	323.601,13€
➤ Legs et autres libéralités affectées recherche .....	146.922,91€
• Les subventions et autres concours publics (Mairies) .....	2.005,00€

A ces ressources de 2024 s'ajoutent :

• Le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs .....	1.789.754,07€
représente le solde des ressources affectées des exercices antérieurs non utilisés au 01/01/2024.	
• La variation des fonds dédiés (non affectés) s'élève à .....	-513.471,60€

Les ressources 2024 du CER s'élèvent donc à 2.515.689,45€.

Les ressources utilisées sur 2024 s'élèvent à 685.089,21€. Elles correspondent aux dépenses réalisées sur l'exercice (cf partie1) et se répartissent comme suit :

• Dons manuels non affectés .....	128.856,42€
• Dons manuels affectés .....	395.122,76€
• Legs et autres libéralités non affectés .....	1.915,75€
• Legs et autres libéralités affectés .....	157.189,28€
• Subventions des collectivités et autres .....	2.005,00€

## 3. Synthèse

Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice est au CER de 4.411.692,23€ : cela représente donc le montant des réserves disponibles au 31/12/2023 non encore affectées et restant à utiliser (soit le solde au 31/12/2023 de 3.898.220,63€ et le montant non utilisé sur 2024 pour +513.471,60€). Ces fonds seront affectés sur les projets à venir du projet immobilier.

A ce solde viennent s'ajouter les engagements à réaliser sur ressources affectées s'élevant à 1.830.600,24 € (cf partie 1).

Les ressources disponibles au 31/12/2024 se montent en conséquence à 6.242.292,47€, soit :

CHOIX DU DONATEUR / LEGATEUR	DONS	LEGS	SOLDE DISPONIBLE 31/12/2024
SANS AFFECTATION	211 433	4 200 259	4 411 692
RECHERCHE	82 632	1 120 680	1 203 312
INVESTISSEMENTS	286 193	5 115	291 307
CONFORT/ACCOMPAGNEMENT AUX SOINS	33 359	-	33 359
PROJETS SPECIFIQUES	302 622	-	302 622
TOTAL	916 238	5 326 054	6 242 292



EMPLOIS	Emplois 2024	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2024	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2024	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2024
<b>REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE</b>					
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	562 620,61		<b>1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC</b>	1 237 401,98	3 898 220,63
1.1. Réalisées en France			1.1. Dons et legs collectés	683 084,21	
- Actions réalisées directement	562 620,61		- Dons manuels non affectés	128 856,42	
- Versements à d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels affectés	320 642,64	
1.2. Réalisées à l'étranger			- Legs et autres libéralités non affectés	446 235,30	
- Actions réalisées directement			- Legs et autres libéralités affectés	323 601,13	
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes				146 922,91	
			1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0,00	0,00
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	122 468,60				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public			<b>2 - AUTRES FONDS PRIVES</b>		
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	122 468,60		<b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	2 005,00	
23. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	0,00		<b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	0,00	
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>					
<b>I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	685 089,21		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	1 239 406,98	
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	0,00		<b>II - REPRISES DES PROVISIONS</b>		
<b>III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>	1 830 600,24		<b>III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>	1 789 754,07	
			<b>IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC</b>	-513 471,60	
<b>IV - EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>			<b>V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	2 515 689,45		<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	2 515 689,45	
<b>V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>		128 827,87			
<b>VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>		117 837,55			
<b>VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		685 089,21	<b>VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		683 084,21
			<b>SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE</b>		4 411 692,23